



**PRÉFET  
DE L'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté préfectoral complémentaire de prescriptions  
pour les activités de reconditionnement de fûts métalliques  
la réalisation d'une étude technico-économique sur les conditions de mise en conformité  
des installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux  
Société DUO METAL  
Commune de Coudun**

**LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de l'ordre national du Mérite  
Officier des Arts et des Lettres**

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux et notamment son annexe I fixant les valeurs limites de rejets atmosphériques pour les installations d'incinération et son annexe II déterminant les valeurs limites d'émissions atmosphériques pour la co-incinération de déchets ;

Vu les arrêtés préfectoraux réglementant le fonctionnement de l'établissement exploité par la société DUO METAL à Coudun, notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation de 1983, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires de 1986, 1994 et 2011 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la préfecture de l'Oise ;

Vu le rapport et propositions de l'inspecteur des installations classées du 16 juin 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. la société DUO METAL exploite à Coudun un incinérateur de fûts métalliques susceptibles de contenir des résidus de déchets dangereux ;
2. les activités sont soumises au régime de l'autorisation au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
3. les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé s'appliquent aux installations existantes depuis le 28 décembre 2005 et qu'il convient pour l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour respecter les dispositions prévues ;

4. le site de Coudun ne respecte pas les BATEL du Bref WI, les VLE prescrites dans l'arrêté préfectoral du 15 avril 2011 (article 2) et celles de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux, pour les paramètres suivants : CO, COVT et SO<sub>2</sub> ;
5. des dispositifs de traitement des émissions ont été mis en place, mais le constat est aujourd'hui que les valeurs limites sont toujours largement dépassées ;
6. dans le cadre de son dossier de réexamen IED, conformément aux dispositions de l'article R. 515-68 du Code de l'environnement, la société DUO METAL a déposé une demande de dérogation pour les trois composants pour lesquels elle ne respecte pas les valeurs limites d'émission : le CO, les COVT et le SO<sub>2</sub> ; mais cette dernière ne peut être acceptée car le guide relatif aux demandes de dérogation au titre de l'article R.515-68 du Code de l'environnement précise que « l'obtention d'une dérogation au titre de l'article R. 515-68 du Code de l'environnement ne vaut pas dérogation à une disposition relevant d'un autre chapitre de la directive ou d'un arrêté ministériel applicable à l'installation ». Or, il n'existe pas de procédure permettant de déroger aux VLE relatives au CO, COT ou SO<sub>2</sub> imposées par l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

## ARRÊTE

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société DUO METAL, sise 795 rue Saint-Hilaire sur le territoire de la commune de Coudun (60150) est tenue de fournir :

- **dans un délai de 8 mois :**
  - une étude technico-économique visant à déterminer une solution permettant le respect des valeurs limites d'émission de l'arrêté du 20 septembre 2002. Cette étude sera accompagnée d'un calendrier de mise en œuvre.

### **Article 2 :**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 3 :**

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Coudun pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Coudun fait connaître, par procès verbal adressé à l'autorité préfectorale, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins quatre mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » au recueil des actes administratifs, à savoir :

<http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 4 :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle est déférée dans le délai de deux mois au tribunal administratif d'amiens, 14 rue de lemerchier, 80000 amiens :

1° à compter du jour de notification par le pétitionnaire ou l'exploitant ;

2° à compter de l'affichage en mairie ou de la publication au recueil des actes administratifs de la décision sur le site internet de la préfecture par les tiers intéressés.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En cas de recours contentieux du tiers intéressé, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux, de le notifier à l'autorité préfectorale et au bénéficiaire de la décision.

La notification intervient par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours.

Lorsque le droit de former un recours est mis en œuvre dans des conditions qui traduisent un comportement abusif et qui causent un préjudice au bénéficiaire de l'autorisation, celui-ci peut demander, par un mémoire distinct, au juge administratif saisi du recours de condamner l'auteur de celui-ci à lui verser des dommages et intérêts. la demande peut être présentée pour la première fois en appel.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application télérécourse citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 5 :**

Le secrétaire général de la Préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Coudun, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France, le directeur départemental des territoires de l'Oise et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **29 JUL. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général,

  
Frédéric BOVET

#### **Destinataires :**

La société DUO METAL

Le sous-préfet de Compiègne

Le maire de la commune de Coudun

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France

